

LETTRE DE CONSULTATION

• Objet de la consultation

Sondages non destructifs au ferroskan sur les façades F1, F2 et F3 intérieure et extérieure **sur 205 zones de 1 m de long** :

Façade F1 (INT et EXT) = 116 zones

Façade F2 (INT et EXT) = 63 zones

Façade F3 (INT) = 13 zones

Façade F3 (EXT) = 13 zones

• Lieu des prestations

La future sous-préfecture de Palaiseau construite sur un terrain au lot n°2.1 de la ZAC de Saclay, 20 avenue de la Vauve – 91120 Palaiseau

Visite obligatoire. Prise de contact par mail auprès de : perrine.imbert@interieur.gouv.fr

• Intervenants

Maître d'ouvrage : Préfecture de l'Essonne

La personne habilitée à signer le(s) marché(s) est : Préfet de l'Essonne ou son représentant

Conducteur d'opération : Préfecture de Police

La conduite d'opération est assurée par la Direction de l'Immobilier et de l'Environnement de la Préfecture de Police. Le conducteur d'opération assure une mission d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique.

• Conditions de la consultation

Procédure utilisée : Marché à procédure adaptée pris en application de l'article 42.2° de l'Ordonnance 2015-899 et de l'article 27 du décret 2016-360

Contenu du dossier de consultation (en pièce-jointe au courriel) :

- Acte d'engagement valant cahier des clauses particulières
- Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

• Modalités de remise de l'offre

➤ La proposition technique et financière consiste en la remise des documents suivants :

- un acte d'engagement valant cahier des clauses particulières dûment complété (signature non obligatoire à ce stade)

- un devis détaillé précisant et valorisant financièrement l'ensemble des engagements du candidat, valant décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- un mémoire technique exposant la méthodologie envisagée (programme de reconnaissance et accessibilité du site) par le candidat pour répondre aux attentes de l'acheteur.

➤ L'offre devra être remise uniquement sous **format dématérialisé** sur la plateforme des achats de l'État.

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES **27/06/25 – 12h00**

En cas de réponse par un groupement d'opérateurs économiques, le représentant du pouvoir adjudicateur imposera à l'attributaire la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

• **Description succincte du marché**

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

Le marché ne comporte **pas de phases**.

• **Analyse des candidatures et des offres**

Le dossier du candidat devra, pour être acceptable, être rédigé en langue française.

➤ **Analyse des candidatures par appréciation des capacités techniques et professionnelles des candidats :**

Le candidat devra remettre :

- Le cas échéant, des certificats de qualification professionnelle

➤ **Critères d'analyse des offres :**

- **Prix 40 % : note PRIX = $\frac{\text{Prix le plus bas proposé}}{\text{Prix proposé par le candidat analysé}} \times 100$**

- **Valeur technique 60 %**

La valeur technique sera analysée au regard :

- De la proposition méthodologique et du process susceptible d'être mis en œuvre pour l'accomplissement de la mission.

➤ **Certificats pour l'attribution de marchés publics**

Le candidat est invité à joindre à son dossier de candidature, les éléments susceptibles de lui être demandé par application de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou

cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession :

- **La production d'un extrait du registre** pertinent de moins de 6 mois, tel qu'un extrait K, un **extrait K bis**, un extrait D1 ;
- Le cas échéant, lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés.
- **Une attestation de régularité fiscale** ou liasse fiscale n°3666 ;
- **Une attestation de vigilance de l'organisme de recouvrement** (Ex : URSSAF...) de versement de cotisations sociales et de fourniture de déclarations sociales
- **Un certificat des caisses de congés payés** compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries.
- **La liste nominative des salariés étrangers** employés au sein de l'entreprise en vertu de l'article D8254-2 du code du travail **ou l'attestation sur l'honneur de non emploi de travailleurs étrangers.**
- **Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB)** devra également être fourni.